



## Indonésie: deux organisations indonésiennes appellent à « la libération immédiate » de deux journalistes d'Arte

L'Alliance des Journalistes Indépendants d'Indonésie (AJI) et le Conseil de Presse de ce pays ont appelé à « la libération immédiate » de Thomas Dandois et Valentine Bourrat, deux journalistes français d'Arte, détenus en Papouasie depuis le 6 août dans cette région indonésienne interdite à la presse étrangère.

Un mois jour pour jour après leur arrestation, les deux organisations indonésiennes de défense des journalistes ont lancé cet appel lors d'une conférence de presse en présence de l'avocat de nos confrères et d'un représentant de l'ambassade de France.

Le président de l'AJI Eko Maryardi a déclaré que l'arrestation des deux journalistes français « s'ajoute à une longue liste de manquements » du gouvernement « au maintien de la liberté de la presse sur tout le territoire de l'Indonésie et de l'absence à l'information et à la sécurité des journalistes en Papouasie ».

Cette arrestation « contredit la liberté apparente de l'information » en Indonésie a encore souligné le dirigeant de l'AJI qui a appelé à « la libération immédiate de Danois et Bourrat ».

La FIJ (branche Asie) a pour sa part également exhorté l'actuel président Susilo Bambang Yudhoyono, en fin de mandat, à « ordonner la libération immédiate de Thomas Dandois et Valentine Bourrat et leur permette un retour sain et sauf dans leur pays ».

Les deux journalistes sont détenus par les services de l'immigration de Papouasie dans l'attente des résultats d'une enquête et d'une éventuelle comparution devant la justice indonésienne.

Selon leur avocat, les deux Français, s'ils sont jugés coupables, risquent une peine de cinq ans de prison et une amende de 40.000 dollars pour être entrés sur le territoire avec des visas de tourisme.

Les services d'immigration ont saisi le matériel vidéo tourné par nos deux confrères dans cette région en proie à une lutte irrédentiste.

Dès la nouvelle de l'arrestation de T. Dandois et V. Bourrat, les syndicats français de journalistes (SNJ, SNJ-CGT, CFDT-Journalistes) ont appelé le chef de l'Etat indonésien en fonction et le président élu à les faire libérer.

« Nos deux confrères sont des journalistes expérimentés qui travaillaient pour les besoins d'une chaîne de télévision franco-allemande et accomplissaient leur mission, celle d'informer l'opinion publique », ont écrit les syndicats en soulignant que « cette arrestation met gravement en cause la liberté de l'information et le droit des médias de couvrir telle ou telle situation dans un pays ... ».

Un mois après leur arrestation, les syndicats de journalistes réitèrent leur demande pressante de voir les deux journalistes d'Arte reprendre au plus vite leur activité dans leur pays et retrouver leur famille.

Paris le 11/09/2014

**SNJ**  
**SNJ-CGT**  
**CFDT-Journalistes**